

le Grand-Tronc—\$200,000, nous avons un total de \$1,031,835, laissant un budget de \$24,175,968 à opposer à un budget de \$24,451,481 pour 1878.

Nous nous attendons à une augmentation des dépenses d'année en année, à mesure que nous prolongerons le chemin de fer du Pacifique. Mais si, comme dans le cas actuel, par cette augmentation de dépense nous obtenons une augmentation équivalente de revenu en retour, les charges du public ne seront pas accrues.

Faisant ces déductions pour le fonds d'amortissement et autres dépenses exceptionnelles, on verra qu'il n'y a pas eu une seule année, depuis 1873, où les dépenses n'aient pas excédé de beaucoup les estimations de 1880-81.

J'arrive à un autre point de quelque importance, l'augmentation des taxes du peuple canadien depuis la Confédération. Eh! bien, en 1867 et 1868, les douanes et l'accise, qui donnent la mesure de la taxation, produisirent \$11,700,682, ou, en proportion de la population à cette date, l'Union ne comprenant que les quatre grandes provinces, \$3.55 par tête. En 1878-79, nous avons retiré des douanes et de l'accise \$18,476,613, ou, suivant le chiffre de la population, \$4.55 par tête, ce qui constitue une augmentation de \$1 par tête.

M. BLAKE: Dans quelle mesure la population avait-elle augmenté?

SIR SAMUEL L. TILLEY: Je l'évalue présentement, en ajoutant les nouvelles provinces et le contingent de l'augmentation ordinaire, à 4,000,000 d'âmes.

M. BLAKE: L'augmentation ordinaire est-elle calculée sur celle qui a eu lieu entre 1860 et 1870?

SIR SAMUEL L. TILLEY: Oui. Le chiffre doit être d'environ 4,000,000, et c'est sur ce chiffre que mon calcul est basé.

Il est très important de montrer les causes qui ont produit cette augmentation de taxe de \$1 par tête.

La première se trouve dans une mesure soumise en 1873 par le gouvernement dont je faisais alors partie, qui fut emportée à une écrasante majorité, et qui a depuis été critiquée avec une grande sévérité par quelques-uns des honorables membres de la gauche, à l'effet d'assumer toute la dette d'Ontario et de Québec à

l'époque de la Confédération, et d'accorder des compensations aux autres provinces. L'ex-ministre des finances condamna cette mesure, disant qu'elle aurait pour résultat l'imposition de lourdes charges sur le peuple. Mais, qu'elle fût bonne ou mauvaise, elle fut appuyée par une forte majorité, et n'a pas entraîné d'augmentation de taxe en somme. En pratique, la mesure signifiait prendre de l'argent dans une poche pour le mettre dans l'autre. On assumait, à la vérité, les dettes d'Ontario et de Québec, et l'on donnait aux autres provinces une compensation mais, en même temps, on délivrait les premières de la nécessité d'augmenter les taxes locales. La mesure permit aussi aux gouvernements locaux de développer les systèmes de chemins de fer du pays, et leur fut d'une grande utilité. Le règlement de ces réclamations ajouta \$900,000 à nos dépenses annuelles.

À présent, monsieur l'Orateur, on a ajouté encore aux dépenses annuelles de la Confédération \$1,115,000, auxquelles il fallait absolument pourvoir, intérêt et fonds d'amortissement pour la construction du chemin de fer Intercolonial. Y a-t-il quelqu'un dans cette Chambre qui dira que la construction de ce chemin n'était pas nécessaire? Est-ce que l'exécution de cette entreprise n'était pas une des conditions de l'union contractée lors de la Confédération? Donc la construction de cette voie ferrée était nécessaire, et il fallait pourvoir à cette somme de \$1,115,000, pour l'intérêt et le fonds d'amortissement. En sus de cela, nous avons eu à payer une moyenne de \$500,000 par an pour l'entretien de ce chemin de fer, pour combler le déficit causé par l'insuffisance des recettes. J'espère et je crois que le temps est passé où le trésor avait à payer cette somme, mais jusqu'à présent il a fallu la payer. En 1878-79, elle s'est même accrue de \$200,000, mais je n'ai tenu compte que de la moyenne.

Ensuite, il y a eu une augmentation dans les dépenses du service des postes, de \$400,000, en sus des recettes. La dépense a augmenté de \$1,100,000, et la recette de \$600,000 seulement. Ce peut être une question de savoir s'il était à désirer que l'un ou l'autre gouvernement donnât à ce service toutes les facilités qui lui ont été données, mais, quoiqu'il en soit, l'argent a été dépensé, et nous re-